



ST-Ericsson CAEN : Triste anniversaire ou Qui veut la peau des derniers salariés de Caen ?

Cela fait maintenant bientôt un an que les portes sont closes. Un an que les activités du site de Caen ont été transférées. Un an que le bâtiment qui accueillait jadis le site est désespérément vide. Le mobilier a été retiré, les issues ont été verrouillées, les larges baies vitrées exposent quelques derniers bureaux sur lesquels plus personne ne travaille, d'ailleurs personne ne peut pénétrer et personne ne peut dire si il y aura un jour à nouveau de l'activité entre ces murs.

Sur les 114 salariés, seuls 7 sont partis en mobilité interne. Une bonne trentaine a retrouvé du travail chez les rares acteurs du semi-conducteur du grand ouest : NXP à Caen et Renesas à Rennes.

Parmi ceux qui restent, la majorité s'est engagée dans des parcours de formation, mais sans garantie de succès et d'emploi en bout de course. Heureusement, le PSE arraché avec les dents par le personnel caennais propose un congé de reclassement de 20 mois pour les gens en formation longue, mais il permet surtout à ces personnes de revenir dans le congé de reclassement une fois leur formation achevée.

Enfin, la situation de la quinzaine de personnes sans la moindre perspective de solution après bientôt un an de recherche est, elle, très préoccupante.

Côté réindustrialisation, la direction n'aura pas levé le petit doigt et n'aura donné que ce qu'elle a été contrainte de donner en préfecture et devant le

ministre de l'industrie. Aucun repreneur ne s'est jamais présenté, mais il semble aussi que personne ne soit allé les chercher. Pire, les 2 groupes de salariés qui ont décidé de créer leurs propres sociétés, réembauchant ainsi 6 et 4 personnes, auront eu toutes les peines du monde à obtenir ce qui avait été promis. L'une des deux PME a d'ailleurs bien failli ne jamais voir le jour, faute d'un soutien financier et logistique suffisant de la part de STE. Pourtant cette jeune société devrait à terme créer une trentaine d'emplois dans le domaine du développement de semi conducteurs RF et ainsi renforcer le campus Effiscience de Caen.

La vie du personnel de Caen, pour ceux qui n'ont pas retrouvé de travail, est rythmée par les candidatures aux annonces qu'on envoie, les refus qu'on reçoit, les rendez-vous à la cellule de reclassement et les coups de fils aux copains représentants du personnel, souvent à propos de la commission de suivi.

Qu'en est-il justement ? Peut-on faire une commission de suivi locale qui soit efficace ?

Contrairement aux élus CFE-CGC de l'UES qui pensent qu'on gère mieux les dossiers avec de la distance, les salariés caennais peuvent témoigner du fait que cela marche bien mieux en local. De nombreuses actions ont été menées pour travailler sur les dossiers et ont permis d'éviter bien des problèmes. Nous avons pu opérer sur place un contrôle rapproché de la cellule de reclassement,

traquant les dérives et n'ayant de cesse de rappeler notre attente d'une prestation de qualité. C'est dans cet esprit, par exemple, que nous avons contraint Altédia à réembaucher un salarié et à affecter un consultant supplémentaire sur Caen car la disponibilité des consultants n'était plus suffisante ces dernières semaines.

C'est un peu la mort dans l'âme que les rédacteurs de ce tract vous écrivent ces dernières lignes syndicales. Il est toujours difficile, voire impossible, de dire avec des phrases l'intensité des émotions que nous avons vécues ici, les conflits avec les vigiles, huissiers, avocats et autres gourmandises, les nuits couchés sur la moquette des salles de réunions à préparer l'intervention devant les journalistes le lendemain, la formidable solidarité d'un personnel enfin réuni autour d'un défi commun : la sauvegarde du site.

Nous avons perdu cette guerre, mais sortons malgré tout la tête haute, avec le sentiment d'avoir pleinement livré bataille et d'avoir obtenu un minimum de compensations, en particulier un congé de reclassement de 20 mois (23 mois pour les plus de 50 ans et 30 mois pour les personnes en situation de handicap) et des budgets de formation pouvant atteindre les 20 000€.

Ces compensations n'ont pas été obtenues gratuitement et sans douleur. Il aura fallu lutter pendant 1 an, dont 6 semaines de grève cumulées, de nombreuses heures passées sous des banderoles ou à jouer des sketches satiriques qui nous laisseront des souvenirs indélébiles (l'exposition dans les rues de Caen du dernier spécimen de micro électronicien, patron Noël avec ses cadeaux au vitriol, le 1^{er} anniversaire de la JV, notre puce géante...etc.)

Pour garantir une continuité certaine dans le suivi du devenir des salariés, il nous semblait essentiel de conserver des instances comme le CE et la commission de suivi locale. C'est pourquoi lorsque la direction a évoqué une prorogation des mandats des élus de Caen, nous avons accueilli

favorablement cette proposition. Grande fut notre surprise lorsque la CFE-CGC en central, par l'intermédiaire de son Délégué Syndical Central, a interdit à son Délégué Syndical local de signer un éventuel accord de prorogation.

Le 15 Mai dernier, jour théorique de fin de nos mandats, ceux-ci se sont donc arrêtés et avec eux toute représentation du personnel du site de Caen. Enfin terrassés, non pas par la direction, mais par nos « amis » de la CFE-CGC... sans que ces derniers n'aient pris la peine de discuter avec nous des motifs de leur opposition aux prorogations des mandats. Vraiment très obscur... en tout cas en dessous de tout !

Assez parlé d'eux.

Maintenant que nous sommes débarrassés de toute contingence électorale et que nous pouvons dire M... à qui nous le voulons, nous ne le ferons même pas ! Nous préférons profiter de cette liberté pour dire un grand merci aux salariés de l'UES qui nous ont soutenus, en particulier dans les rangs de la CFDT et de la CGT mais parfois aussi au-delà. Nous voulons, enfin, finir ce dernier papier par un énorme, un gigantesque remerciement, d'abord pour le personnel de Caen qui a agi comme un seul Homme derrière nous, mais aussi pour nos familles qui ont enduré toutes nos absences et n'ont pas toujours eu les moyens de supporter la pression qu'on nous imposait.

Prochaine étape ?

La direction n'a de cesse de dire qu'elle n'est pour rien dans la disparition des mandats à Caen et que c'est l'entière responsabilité de la CFE-CGC. Nous lui disons qu'elle a l'occasion d'attester de sa bonne foi en initiant des élections locales, plutôt que de chercher à nous rattacher à un autre site. C'est le moment de tomber les masques.

Les élus CFDT de Caen